

TAHAR HADJAR

## «Le taux de succès dans les universités a atteint une moyenne de 70%»

Le taux de succès a atteint une moyenne de 70% dans l'enseignement supérieur, a déclaré, hier, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, en marge d'une réunion avec les représentants des associations estudiantines dédiée à la préparation de la rentrée. Le ministre a précisé que le taux d'échec en première année universitaire est de 40 à 60% mais seulement dans certaines filières et certaines universités. Ce pourcentage d'échec serait surtout dû à la mauvaise orientation des étudiants. Tahar Hadjar a fait état des nouveautés introduites cette année pour éviter de telles conséquences : le nombre de choix est réduit de 10 à 6 et la note obtenue au bac dans la spécialité choisie par le bachelier est prise en compte. À l'avenir, il sera question d'une inscription directe, soit un seul vœu et ce, afin d'éviter la préinscription, les recours et les transferts. «Il est inconcevable d'offrir un choix de dix



filiales à un étudiant pour qu'il se retrouve à la fin à étudier dans la dernière filière de son choix. Donc il faut offrir le choix désiré par l'étudiant pour éviter l'échec au cours de son cursus universitaire», préconise le ministre. Le système qui a prévalu jusque-là a fait que 70% des étudiants se trouvent contraints de suivre des études dans la filière choisie en dernier ressort. Pour ce qui est de l'accueil des nouveaux bacheliers, le ministre a indiqué que toutes les conditions sont réunies d'autant que le nombre de reçus au bac est presque identique à celui de l'année dernière, soit 530.134 bacheliers. Toutefois, les capacités d'accueil peuvent s'avérer insuffisantes dans les universités qui ont enregistré un taux d'échec élevé en première année. Concernant les préinscriptions des nouveaux bacheliers, qui n'étaleront du 19 au 21 juillet, il a précisé que le 21 juin dernier, une circulaire ministérielle a été promulguée fixant les modalités d'inscription

et de préorientation. Le premier responsable du secteur ajoutera que cette année le dossier à fournir se résume à la copie de l'attestation de réussite au bac pour pouvoir vérifier le numéro d'inscription et confirmer les nom et prénoms et la moyenne obtenue. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique entend exploiter à partir de cette année les informations contenues dans la carte d'identité biométrique pour éviter les tracasseries inhérentes à la fourniture des documents administratifs. Pour ceux qui n'ont pas de carte d'identité biométrique, ils auront à fournir une photo de plus uniquement. Concernant la décision ministérielle qui oblige les étudiants de maîtrise du système LMD à passer un concours pour la préparation du doctorat, il a affirmé que celle-ci «ne concerne pas les étudiants du système classique titulaires d'un magister qui ne sont pas tenus de se présenter à ce concours pour le doctorat». Pour ce qui est des modalités d'inscription pour les nouveaux étudiants aux facultés des sciences médicales, le ministre «ne fixe pas les moyennes pour l'inscription dans ces facultés au nombre de 15 à l'échelle nationale mais que c'est le nombre de places pédagogiques qui tranchera».

■ M. Benkedada

BEJAÏA

## Ouverture aujourd'hui de l'université d'été des clubs scientifiques

Bejaïa accueille, dès aujourd'hui, la seconde édition de l'université des clubs scientifiques sur le nouveau campus étudiant d'Amizour, la première ayant été abritée l'an dernier par l'Université de Boumerdes. Le projet, initialement présenté par le club scientifique de génie électrique et des énergies renouvelables SGEER, a été avalisé par le recteur de l'Université de Bejaïa et agréé par le ministère de tutelle, a indiqué le recteur de l'Université de Bejaïa, Boualem Saïdani, qui a précisé qu'il était attendu à cet événement, qui se déroule jusqu'au 17 juillet, plus de 350 participants, 37 clubs scientifiques et 24 établisse-

ments universitaires du pays. Cette manifestation, outre son caractère scientifique, vise à promouvoir les échanges d'expériences au sein de la communauté étudiante, sensibiliser sur des thématiques d'actualité et faire connaître la wilaya de Bejaïa et ses universités dans la perspective de retombées positives pour la région.

L'évènement, qui associe aussi bien les enseignants universitaires que les associations locales pour l'encadrement des différentes activités prévues, offre un riche programme de concours entre les clubs scientifiques, qui exposeront également leurs travaux, de sorties

de découverte de la wilaya de Bejaïa dans ses facettes les plus variées (écotourisme, écologie et biodiversité, culture locale, histoire de la révolution et antique) et de conférences sur la conduite de projets, les start-up, le leadership, etc., ainsi que des spectacles culturels.

L'évènement, coïncidant avec les inscriptions universitaires, permettra, par ailleurs, de faire découvrir le campus d'Amizour, un joyau architectural de 4.000 places pédagogiques, et une résidence de quelque 5.000 lits, qui n'attendent que leurs occupants pour prendre vie. Le campus d'Amizour, qui devait ouvrir ses portes l'an passé, avait été boudé.

L'opposition ne s'est toujours pas estompée, selon le recteur, qui reconnaît que ce sont les enseignants qui rechignent à investir le nouvel établissement et qu'aucune solution ne se dégage encore. «Nous comptons sur l'accompagnement du ministère de l'Enseignement supérieur pour prendre la décision qu'il convient», a-t-il déclaré en précisant, toutefois, qu'il n'y avait d'autre choix que d'occuper ce campus au regard des nouveaux effectifs (près de 2.000 nouveaux bacheliers) attendus pour la nouvelle rentrée universitaire.

■ Ouali M.

## PRÉINSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

# Les bacheliers à l'heure des choix

**L'HEURE DES CHOIX A SONNÉ POUR LES NOUVEAUX BACHELIERS.** La période des préinscriptions commence demain. Elle s'étalera jusqu'au 21 juillet. Celle-ci sera ouverte sur le site internet du ministère dédié à l'opération.

**C**ette année, et c'est une nouveauté, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis en place une circulaire interactive téléchargeable comprenant toutes les informations nécessaires, toutes les explications et les procédures concernant les étapes d'inscription. Elle est disponible en langues française et arabe. Tout étudiant peut la télécharger sur son smartphone, sur sa tablette et son micro-ordinateur. L'autre nouveauté, c'est la limitation du nombre de choix (de 10 à 6). Le directeur général des enseignements et de la formation supérieure du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghoulali a assuré que le système adopté cette année est «efficace» et «transparent». Concernant l'accès à certaines filières, notamment sciences et techniques et sciences maths, il sera exigé cette année une moyenne supérieure ou égale à 10/20 en maths et en physique contrairement aux années précédentes où aucune condition particulière n'était exigée en dehors de la moyenne obtenue au baccalauréat. De son côté, le recteur de l'université de Boumerdes, Abdelhakim Bentellis



Photo : Horizons

s'est félicité de cette démarche qui consiste à prendre en compte la note des matières liées aux disciplines choisies. Selon lui, cette condition peut contribuer à la diminution du taux d'échec en première année universitaire. Il faut dire que selon les chiffres du département

de Tahar Hadjar, le taux d'échec des nouveaux bacheliers atteint dans certaines spécialités 50% à 60%. Le chiffre a été avancé aussi par les syndicats de l'Éducation nationale. Selon un rapport du ministère de l'Enseignement supérieur, divers facteurs sont à l'origine de

cette situation. Il s'agit, entre autres, de l'absence d'accompagnement des nouveaux bacheliers, notamment sur le double plan pédagogique et psychologique, objectif des cours pas clair, des cours trop théoriques et peu d'illustration, supports didactiques insuffisants, faiblesse du niveau en langues et sur-effectif des étudiants. Le même rapport a évoqué, aussi, le manque de motivation des étudiants, le rapport circonstanciel de l'étudiant au savoir et la remarque des enseignants qui estiment que l'étudiant algérien est trop assisté. Concernant les autres étapes du processus d'inscription à l'université, la période de confirmation des choix s'étalera du 22 au 24 juillet. Les résultats de l'affectation seront connus le 31 juillet. La période des recours s'étalera du 31 juillet au 2 août. Les inscriptions définitives auront lieu du 4 au 9 août. Le directeur général des enseignements et de la formation supérieure du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souligné que l'affectation se fait en tenant compte de la filière du bac, des notes obtenues, de la fiche de vœux mais surtout des places pédagogiques disponibles dans les établissements universitaires.

■ Amokrane H.

## USTHB

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène organise, en partenariat avec le réseau entrepreneurial Global, du 17 au 21 juillet, la première édition de «Summer School of Entrepreneurship».



IL A RENCONTRÉ HIER LES SYNDICATS ET LES ORGANISATIONS ESTUDIANTINES

# Hadjar annonce des mesures pour une rentrée apaisée

Lors d'une rencontre avec les syndicats des enseignants et chercheurs, Tahar Hadjar, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (Mesrs), a appelé hier les partenaires sociaux et les organisations estudiantines à contribuer à l'encadrement de l'opération des inscriptions universitaires et à l'orientation des étudiants, qui démarrera demain.

Cette rencontre trimestrielle qui avait pour objectif d'informer les partenaires sociaux des décisions prises et d'écouter leurs préoccupations, a été l'occasion pour le ministre d'annoncer le début de concrétisation de certaines recommandations de la Conférence nationale d'évaluation du système LMD, tenue les 12 et 13 janvier dernier. La première décision qui oblige les étudiants du mastère du système LMD à passer un concours pour la préparation du doctorat vise à unifier les différents systèmes d'enseignement.

À ce propos, Tahar Hadjar a tenu à réitérer que "cette mesure ne concerne pas les étudiants du magistère qui restent soumis à l'ancien régime pendant la période de transition (qui prend fin en 2018, ndr) et à l'issue de laquelle tout le monde adhèrera à un seul système d'enseignement". "Soit, un seul diplôme de licence, un seul mastère, un seul doctorat, et non pas plusieurs diplômes qui créent une anarchie pour les étudiants et l'environnement social et économique", a souligné M. Hadjar, ajoutant que le souhait est que "nos diplômés soient clairs, lisibles et connus d'avance". La deuxième déci-



sion concerne les enseignants devant bénéficier de la réhabilitation. Elle se fixe pour objectif de régler le problème d'encadrement généré par les départs en retraite et la baisse du nombre de doctorats. Le ministre a annoncé le retour à l'ancienne méthode et l'abandon de l'obligation de soutenance et de commis-

sions. "Pour qu'il soit promu, l'enseignant doit réunir un certain nombre de conditions", a-t-il indiqué, précisant qu'"une attention particulière a été accordée au côté pédagogique" et, notamment, à la recherche. Les démarches ont été facilitées par l'instauration de deux sessions de réhabilitation,

l'une au milieu de l'année et l'autre en fin d'année, de même pour la commission nationale des enseignants, a encore précisé M. Hadjar, qui indiquera que cette question fera l'objet d'une note ministérielle avant septembre prochain.

Lors des débats ayant réuni le ministre avec les partenaires sociaux, notamment le Cnes (enseignants du supérieur), le Snechu (hospitalo-universitaires), le Sneu (enseignants-universitaires), et le SNCP (chercheurs-permanents), le coordinateur du premier syndicat nommé, Abdelkrim Rahmani, a estimé plus urgentes d'autres décisions, visant à prendre en charge les revendications socioprofessionnelles, notamment le dossier de la carrière et celui du logement. "L'enseignant doit être motivé pour prendre en charge les 1 600 000 étudiants, dont 600 000 pour la seule première année, pour cause de déficit d'enseignants", a-t-il dit. Ce à quoi le ministre a répondu en insistant sur le problème de la durabilité du poste d'enseignant assistant. Il devait conclure que, grâce aux dernières augmentations, "le professeur confère un rôle magistral dispose d'un des plus hauts salaires du pays".

AMAR RAFA

## ÉCOLE SUPÉRIEURE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

# Sortie de la première promotion

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, présidera aujourd'hui la cérémonie de sortie de la première promotion de l'École supérieure de la Sécurité sociale. Le projet de création de l'école constitue une démarche stratégique entrant dans le cadre de la politique de formation et de développement de la ressource humaine dans le domaine de la protection sociale. Il a été consacré en 2012 par le décret exécutif n°12-158 du 1<sup>er</sup> avril 2012 portant création, organisation et fonctionnement de l'éco-

le. Placée sous la tutelle administrative du ministère du Travail et de la double tutelle pédagogique des ministères du Travail et de l'Enseignement supérieur, cette école dispense des formations supérieures dans le domaine de la protection sociale, qui seront sanctionnées par des diplômes de type mastère professionnalisant, ainsi que des formations continues. Un accord entre le gouvernement algérien et l'Organisation internationale du travail (OIT) a été signé à ce propos, à Genève, en juin 2013. Cet accord, ratifié par le décret pré-

sidentiel n°14-173 du 2 juin 2014, vise à ériger l'École supérieure de la Sécurité sociale d'Alger en site de formation d'excellence dans le domaine de la protection sociale pour les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et de l'Afrique francophone. Cet établissement doit promouvoir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en place et à la bonne gestion des systèmes nationaux de protection sociale, conformément aux normes requises par l'OIT. Il est chargé de développer la formation supérieure dans le domaine de la pro-

tection sociale au profit des ressources humaines des pays de l'Union du Maghreb arabe et des pays africains ayant le français comme langue commune. L'école aura à favoriser les échanges d'expériences et d'expertises en matière de protection sociale, à l'échelle régionale et internationale, et de soutenir la mise en place d'un pôle de recherche régional par le gouvernement algérien dans ce domaine (protection sociale), relié aux autres pôles internationaux de recherche ayant la même vocation. Par ailleurs, l'école a pour missions d'assurer une

formation hautement qualifiée des personnels d'encadrement exerçant au niveau des organismes et institutions de sécurité sociale et une formation continue des cadres des secteurs public et privé, ainsi que des membres des organisations professionnelles. Pour la rentrée universitaire 2015-2016, l'école a lancé quatre programmes de formation supérieure de type mastère professionnalisant, dont le droit de la protection sociale, actuariat à finalité spécialisée-Sécurité sociale.

B.K.

NOUVEAUX BACHELIERS

## TOUTES LES DISPOSITIONS PRISES

«Le ministère ne fixe pas les moyennes pour l'inscription dans les 15 facultés de médecine que compte le pays, mais le nombre des places pédagogiques disponibles lui seul tranchera», a affirmé le ministre.

### ● M. HADJAR REÇOIT LES ORGANISATIONS ESTUDIANTINES.

Des journées d'échanges culturels et touristiques au profit de 400 étudiants du sud du pays seront organisées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à la résidence universitaire 2000 lits de Tipasa, dans le cadre des activités culturelles, artistiques et de loisirs au profit des étudiants. Cette activité, qui s'étalera jusqu'au 20 juillet en cours, prévoit également des ateliers de formation des étudiants par le biais de l'organisation de soirées culturelles et touristiques, de même que des séances d'initiation aux arts plastiques, des stages pratiques de troupes théâtrales et une formation des entraîneurs et arbitres en jeu d'échecs, tennis de table et badminton. Soit tout un programme !

Lors d'une réunion, tenue hier au niveau de son département, et qui a regroupé les représentants des associations et mouvements étudiants, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, s'est enquis des préoccupations des étudiants aussi bien sur le plan pédagogique que social. Ainsi, l'occasion était propice pour les représentants des étudiants de soulever les problèmes et carences qui caractérisent leur évolution au sein de la communauté universitaire. «La réunion a porté sur les principales questions pédagogiques et les œuvres universitaires aussi que sur les perspectives du secteur de l'Enseignement supérieur. Elle a été marquée par un esprit de responsabilité et une volonté de conjuguer les efforts pour assurer la stabilité



Ph. Aissane T.

de l'université, garantir un climat approprié pour améliorer la qualité de la formation supérieure et assurer les conditions permettant à l'étudiant de se consacrer à ses activités scientifiques, culturelles et intellectuelles», a précisé le ministre. Si l'ensemble des associations ont affiché leur satisfaction quant à l'initiative louable du département de l'Enseignement supérieur, M. Hadjar, a mis l'accent sur «le rôle que doit jouer le mouvement étudiant dans un climat de stabilité au sein des enceintes universitaires». Il a même souligné que la rencontre a inscrit dans le cadre de la promotion de la culture du dialogue et de la concertation avec tous les acteurs du secteur de l'Enseignement supérieur.

#### « La fiche à un seul vœu évitera la pré-inscription, les recours et les transferts »

Par ailleurs, et abordant la rentrée universitaire 2016-2017, le ministre de tutelle n'a pas manqué l'occasion de revenir sur «les bonnes conditions» d'accueil, d'orientation et de prise en charge des nouveaux bacheliers, soulignant le déroulement de la rentrée «dans le respect du calendrier établi par la circulaire ministérielle».

A ce propos, le ministre a précisé que le 2 juin dernier, une circulaire ministérielle a, en effet, été promulguée, fixant les modalités d'inscription et de pré-orientation des étudiants de l'année universitaire 2016/2017. La circulaire com-

porte également des informations sur les différentes spécialités disponibles avec un classement en fonction des moyennes, entre le nombre d'universités, d'instituts et d'écoles existant à travers le territoire national. Il a rappelé la réduction du nombre de documents à fournir pour le dossier de pré-inscription, relevant que les autres informations concernant les nouveaux étudiants sont disponibles sur la carte d'identité biométrique.

«L'opération n'a pas connu de perturbations», a-t-il réjoui le ministre, avant d'aborder le dispositif mis à l'occasion pour assurer une rentrée apaisée. Questionné, par ailleurs, sur les modalités d'inscription pour les nouveaux étudiants aux facultés des sciences médicales, le

ministre a tenu à préciser que son département ministériel «ne fixe pas les moyennes pour l'inscription dans ces facultés, au nombre de 15 à l'échelle nationale, mais le nombre des places pédagogiques lui seul tranchera».

Concernant la récente décision ministérielle qui oblige les étudiants du master du système LMD à passer un concours pour la préparation du doctorat, il a affirmé que celle-ci «ne concerne pas les étudiants du système classique porteurs d'un magister et qui ne sont pas tenus de se présenter à ce concours pour le doctorat».

M. Hadjar a ajouté, enfin, qu'une loi relative aux étudiants du magister sera promulguée, ce qui leur permettra de préserver leurs acquis jusqu'à l'expiration de la période de transition, en 2018». Il a souligné que la nouveauté de cette année est que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis à la disposition des nouveaux bacheliers 77 bacheliers de formation pour 13 nouvelles spécialités qui seront proposées aux nouveaux bacheliers sur la fiche de vœux à partir du mercredi prochain. Il sera également question, selon le ministre, de réduire le nombre des vœux sur la fiche d'inscription, pour atteindre 5 au lieu de 10, ceci en attendant la décision prise par la loi, qu'à l'avenir, il ne sera procédé qu'à une inscription directe, soit un seul vœu, et cela afin d'éviter, comme il le précisa, «la pré-inscription, les recours et les transferts».

Kaïa AIT ALLOUACHE



## PRÉ-INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES 13 NOUVELLES spécialités

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis à la disposition des nouveaux lauréats au baccalauréat pas moins de 77 filières de formation dans 13 nouvelles spécialités. En effet, les détenteurs du bac 2016 auront la possibilité de faire le choix parmi les spécialités proposées par l'université algérienne, mercredi prochain, et cela dans le cadre de l'opération de pré-inscription, qui se déroulera du 19 au 23 juillet. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, souscrivant au principe de garantir une place pédagogique à tous les bacheliers, sans exception, tout en accédant à une demande sociale diversifiée, offre une large panoplie de formations, réparties sur l'ensemble du territoire national. A propos des pré-inscriptions universitaires de cette année, le directeur de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a précisé que, pour cette année, son département a ouvert de nouvelles spécialités dans plusieurs domaines d'activité, précisant à l'occasion que l'une des nouveautés ajoutée aux 13 spécialités est l'architecture urbaine, les métiers de la ville et l'imprimerie au niveau de l'université d'Alger 2. Le même responsable a ajouté qu'il y avait du nouveau pour la spécialité finances et comptabilité à l'Université de Tizi Ouzou, alors que la filière sciences de la vie et de la nature a été ajoutée parmi les choix des nouveaux bacheliers à l'Université de Constantine. A l'Université de Béjaïa les futurs étudiants auront désormais la possibilité de choisir une nouvelle filière ajoutée cette fois-ci. Il s'agit des mathématiques et de l'informatique, tandis que la filière sciences et technologie sera également proposée comme un choix aux nouveaux bacheliers intégré au Centre universitaire de Tipaza. Après la période des pré-inscriptions, les nouveaux ba-



cheliens pourront, par la suite, confirmer leur choix durant la période allant du vendredi 22 au dimanche 24 juillet, laquelle sera suivie par la phase des affectations et des recours en ligne dont la date a été arrêtée par le ministère du dimanche 31 juillet au mardi 2 août. Pour faciliter aux nouveaux bacheliers de l'année 2016 les pré-inscriptions, l'université a procédé à la mise à leur disposition de toutes les mesures nécessaires (moyens humains et matériels). Les différents services mobilisés à cet effet, par les directions des universités et des centres universitaires, vont accompagner les nouveaux bacheliers dans les différents étapes menant à leur inscription définitive, laquelle permettra, par la suite, aux futurs étudiants d'entamer dans les meilleures conditions une carrière universitaire exemplaire. Il faut dire que tous ces moyens mobilisés ont été mis en place afin de limiter le taux d'échec en première année universitaire. Un taux qui atteint 50% à 60%, dans cer-

tains spécialités, et cela en raison de la mauvaise orientation. Selon le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Seddiki Mohamed Salah Eddine, les sciences technologiques figurent parmi les spécialités qui enregistrent le plus grand taux d'échec en première année dans nombre d'universités. Celui-ci a précisé que l'analyse montre que l'examen du baccalauréat «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève durant son cursus scolaire», estimant que la note du baccalauréat doit correspondre à l'orientation en comptabilisant, par exemple, les notes des matières essentielles. Partant de là, M. Seddiki a souligné que la rencontre qui s'est tenue récemment, et qui regroupe des experts des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Éducation nationale, constitue un jalon supplémentaire pour développer le système éducatif et améliorer sa performance en son rendement de façon à répondre aux normes

scientifiques et pédagogiques. Il a précisé que cette rencontre vise à «améliorer le système d'évaluation du baccalauréat partant d'une vision globale du système des examens nationaux et officiels». M. Seddiki souligne que «l'engagement d'une réflexion pour une nouvelle conception du baccalauréat, la rationalisation de son organisation, le renouvellement des méthodes d'élaboration des examens et le renforcement de la formation des formateurs spécialisés dans la préparation des examens peuvent constituer les premiers pas de la réforme globale du cycle d'enseignement secondaires». La refonte du baccalauréat doit «avoir une approche globale, une démarche participative», a-t-il souligné. «La réforme du baccalauréat ne doit pas être considérée comme étant une fin en soi, mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances». «Les efforts déployés à moyen terme pour la refonte et l'amélioration de cet examen doivent se concentrer sur le ciblage des connaissances à évaluer chez l'élève, outre la nécessité de faire la distinction entre les différentes branches, en repositionnant les matières d'examen dans chaque branche et en s'assurant que chaque coefficient est établi suivant la nature et les caractéristiques de la branche», a indiqué M. Seddiki. Pour rappel, 330.133 candidats ont réussi aux épreuves du baccalauréat session 2016 et le taux de réussite des candidats scolaires enregistré est de 49,74%. Il est utile de noter que la session 2016 a été marquée par la refonte partielle des épreuves du baccalauréat du 19 au 23 juin, après la fin des sujets lors de la session de mai. Ainsi, 555.000 candidats ont pris part aux épreuves de cette deuxième session, dont une majorité dans les filières scientifiques.

Mohamed MENDACI

## BÉJAÏA

### Université d'été des clubs scientifiques

Le nouveau campus d'Amizour relevant de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa organise, à partir d'aujourd'hui, dimanche, et ce jusqu'au 28 juillet courant, la deuxième édition de l'université d'été des clubs scientifiques en collaboration avec le club de génie électrique et des énergies renouvelables. Cette manifestation scientifique verra la participation de 24 universités du pays avec un nombre de 350 participants et 37 clubs scientifiques universitaires et sera axé sur 4 objectifs essentiels, à savoir la promotion et les perspectives de développement de l'université de Béjaïa et de la wilaya, la sensibilisation sur les thématiques d'actualité de la sécurité informatique, la santé et la sécurité alimentaire, le développement durable, le montage de projets d'entreprises, les échanges entre les clubs scientifiques et le brassage des échanges culturels, et enfin l'encouragement de l'esprit de création et initiatives d'innovation

des chefs industriels de la région de Béjaïa, devait souligner le professeur Boualem Saidani, recteur de l'université de Béjaïa lors d'une conférence de presse, tenue samedi, en présence de M<sup>mes</sup> Benhamida, Bellala et Belouad, respectivement vice-recteur des relations extérieures ; directrice des œuvres universitaires et chargée de la communication à l'université, et du professeur Khodir-Madani, enseignant-chercheur. Le recteur dira que « cette université d'été est un regroupement national des clubs scientifiques dont l'objectif est d'encourager le développement scientifique et technologique en apportant des formations pluridisciplinaires et des échanges intellectuels et culturels, et ce à travers des conférences, des ateliers de travail, des expositions, des compétitions et des sorties pédagogiques et culturelles. L'initiative s'inscrit dans la stratégie tracée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique à vouloir développer une vie estudiantine très intéressante pour accompagner le brassage culturel ». Pour la vice-recteur chargée des relations extérieures, elle soulignera qu'« un programme très riche est élaboré pour permettre à tous les participants d'avoir un aperçu global sur les différents thèmes qui seront traités durant cette université d'été ». Ainsi tous les moyens sont mis en œuvre pour un agréable séjour des participants qui seront hébergés et nourris au sein du campus d'Amizour, selon la directrice des œuvres universitaires. Ainsi la première conférence sur le thème : « Industrie, recherche et innovation : Béjaïa un territoire en mutation », sera donnée par le professeur Khodir-Madani qui dira que les participants auront beaucoup à apprendre du contenu de son intervention.

Mustapha LAOUEUR

Ahmed Ouyahia à partir d'Oran

## **Les étudiants algériens doivent contribuer à la relance des réformes prônées par l'Etat**

**L**e secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a appelé, samedi à Oran, les étudiants algériens à contribuer à la relance des réformes prônées et menées par l'Etat dans divers domaines. M. Ouyahia a déclaré, dans une allocution à l'occasion de l'ouverture de la 17ème édition de l'Université d'été de l'Union générale des étudiants algériens (UGEA), que les étudiants algériens en tant que future élite du pays sont appelés à relancer les réformes concrétisées par l'Etat dans divers domaines, notamment économique, politique et social. Le secrétaire général du RND a souligné que l'Algérie a besoin à l'heure actuelle du dynamisme des jeunes dotés de connaissances et de compétences pour contribuer à l'explication de ces réformes et leur nécessité pour relever les défis actuels et futurs de la nation. Cette contribution "importante" des étudiants, a-t-il estimé, est susceptible de prémunir la société et d'éclairer les lanternes par de vraies



idées, notamment devant les manipulations "des commerçants de la politique" et des aventuriers visant à porter atteinte à la stabilité du pays et à bloquer le parcours des réformes, tout en insistant sur "la nécessité de prendre le dessus sur la démagogie et de briser certains tabous pour le développement de l'économie nationale et la poursuite du financement de la politique sociale".



Saida

## **Ouverture de trois bureaux de poste et aménagement prochain de sept autres**

**L**e secteur de la poste a été renforcé dernièrement dans la wilaya de Saida par trois nouveaux bureaux, en attendant le lancement prochain de l'aménagement et l'équipement de sept autres, a-t-on appris jeudi du directeur de l'unité de "Algérie poste", Boualem Semari. Les nouveaux bureaux de poste équipés ont été ouverts au début du mois de juillet en cours dans les gares routières des communes de Saida et "Sidi Boubekour" et à l'université "Dr Moulay Tahar" pour rapprocher les citoyens des services postaux, a-t-on indiqué. Sept autres bureaux de poste seront bientôt aménagés à travers les localités de "Oum Eddoud" et "Oum Reghad" dans la commune de Moulay Larbi, "Ain Tagat" (Ouled Khaled), Timalès (Sidi Ahmed) et à hai "En-Nasr" au chef-lieu de wilaya. Le bureau de poste dans la commune de Ouled Brahim a bénéficié d'une opération d'extension et d'aménagement de l'ancien siège dont les travaux seront entamés prochainement. Ces opérations, auxquelles accordent "Algérie Poste" une grande importance, portent sur l'extension du réseau postal et l'amélioration des prestations. Pour rappel, la wilaya de Saida dispose de 47 bureaux de poste répartis sur ses communes.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Un numéro national pour les étudiants

**LE MINISTRE** de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué hier qu'un numéro national sera attribué aux futurs étudiants à partir de la prochaine rentrée universitaire, «C'est un numéro à vie», a-t-il affirmé lors d'un point de presse animé au siège de son département. Le ministre a précisé, à cet effet, que le numéro national est celui de leur carte d'identité biométrique.

Ce «numéro unique» permettra ainsi, selon le ministre, de «débueraucratiser» la gestion universitaire, en ce sens que les étudiants n'auront plus besoin d'une multitude de cartes pour l'hébergement, le transport, la bibliothèque ou le restaurant.

Abordant le volet pédagogique, le ministre a fait état de l'unification du doctorat attribué par les établissements d'enseignement supérieur.

De ce fait, les appellations «Doctorat en sciences» et «Doctorat d'Etat» seront unifiées sous l'appellation «Doctorat» «Maintenant il n'y aura pas de différence entre le doctorat en sciences et le doctorat», précise le même responsable.

Et de réitérer dans ce sens que les étudiants titulaires d'un magistère (ancien système) et ceux en phase d'obtenir leur magistère ont le droit de postuler à ce diplôme sans passer par un concours, contrairement à ceux du système LMD.

La révision de la cartographie des universités fait aussi partie du programme du département de Hadjar. «A partir de la prochaine rentrée universitaire, nous allons revoir la gestion de cette cartographie», a-t-il révélé avant de mettre l'accent sur la nécessité d'une gestion rationnelle des établissements et des cités universitaires.

Le ministre s'est par ailleurs longuement attardé sur l'opération des inscriptions universitaires qui débiteront demain. M. Hadjar a tenu à rappeler la limitation décidée cette année de la fiche de vœux à 6 choix au lieu de 10.

Cette année, la fiche de vœux de filières à étudier s'est rétrécie à 6, a-t-il précisé, avant de relever que cette décision de recours à ce mode d'inscription, émanant de la Conférence nationale des universités, vise à faciliter aux bacheliers la procédure de préinscription et d'orientation.

Il a toutefois fait savoir que son département s'attelle à aller, et d'une manière progressive, vers un système d'inscription directe.

Ce nouveau système permettra au bachelier d'être orienté vers une seule filière, celle de son choix, a-t-il relevé. Cela, permettra ajoutait-il, de mettre fin aux recours et aux demandes de transfert.

Il a rappelé, dans ce contexte, que dans l'ancien système 70% des bacheliers n'avaient pas été satisfaits de leur orientation. Parmi les nouveautés aussi, la mise en place d'un système d'orientation à distance.

**Adjemout Karima**



UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE-MIRA DE BEJAÏA

## Les clubs scientifiques se concertent



**L'UNIVERSITÉ** Abderrahmane-Mira organisera du 18 au 28 juillet 2016 sa deuxième édition de l'université d'été des clubs scientifiques.

L'évènement, qui se déroulera au nouveau du campus d'Amizour, inscrit comme principaux objectifs l'encouragement du développement scientifique et technologique «en apportant des formations pluridisciplinaires et des échanges intellectuels et culturels», comme il est souligné à travers le communiqué de presse de l'université.

La manifestation sera axée sur des conférences, des ateliers, des expositions, des compétitions ainsi que des sorties pédagogiques et culturelles. Plus de 400 étudiants rallie-

ront Béjaïa à partir de différentes universités du pays comme Blida, Alger, Tlemcen, Biskra ou Tamarasset pour prendre part à cet évènement. Des thématiques liées à la création, la propriété intellectuelle, le leadership et le développement local constitueront le programme de cette université d'été.

L'université Abderrahmane-Mira qui a connu cette année une profonde crise liée au refus des étudiants et enseignants de la faculté des sciences exactes de rejoindre le nouveau campus d'Amizour, veut mettre tous les atouts de son côté en organisant cette manifestation au sein de ce même campus. «C'est une occasion pour nous de faire connaître à tous les participants,

*qu'ils soient de Béjaïa ou issus des autres régions, ce campus ainsi que toutes les commodités dont il dispose»,* affirme Boualem Saidani, recteur de l'université de Béjaïa.

Notons que la question de la faculté qui doit accueillir le nouveau campus d'Amizour n'est pas définitivement réglée, selon le recteur. «Nous restons optimistes quant à l'ouverture officielle de ce campus dès la prochaine rentrée», soutient le recteur qui dit compter sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour accompagner l'université dans sa décision d'ouverture de cet établissement.

**A. Arab**

MÉDECIN CONDAMNÉ À UNE ANNÉE DE PRISON POUR NÉGLIGENCE

## Constantine : le syndicat des hospitalo-universitaires fait marche arrière

■ Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNCHU) a décidé, hier, de surseoir à sa décision de recourir à une grève dans le secteur de la santé, en signe de protestation contre la condamnation, à la fin de la semaine écoulée, d'un de leur collègue à une année de prison ferme pour négligence ayant causé la mort d'un patient. Le représentant du syndicat, le D<sup>r</sup> Derouiche, a également indiqué qu'un communiqué sera rendu public dans les prochaines 48 heures pour demander "la dépénalisation de l'erreur médicale".

Pour rappel, un médecin vient d'être condamné, par le tribunal de Constantine, à une année de prison ferme pour négligence professionnelle ayant causé la mort d'un patient. Le mis en cause, qui, faut-il le rappeler, avait défrayé la chronique à Constantine au moment des faits en 2013, a été rejugé la semaine dernière, après une première condamnation par contumace à 3 ans de prison ferme. Cette affaire, dont les événements avaient été rapportés par *Liberté*,

dans son édition du 15 septembre 2013, avait été déclenchée suite à une plainte déposée par deux époux qui avaient des suspicions sur les vraies raisons de la mort de leurs épouses. Des doutes motivés par une lettre remise par un médecin aux urgences médicales du CHU Ibn-Badis, dans laquelle il demandait au procureur d'autoriser une autopsie sur les corps des deux patientes décédées, transférées de la maternité de Sidi-Mabrouk dans un état critique vers le service de réanimation du CHU en question, dans la nuit du 10 au 11 septembre. Selon le rapport du médecin légiste, le décès des deux femmes était dû à une surdose de methotrexate, un médicament prescrit par le médecin traitant pour les deux parturientes qui présentaient une grossesse extra-utérine.

Le verdict de l'affaire de la deuxième victime sera connu dans les semaines à venir, selon M. Debache, conjoint de cette dernière et contacté, hier, par téléphone.

SOUHEILA BETINA

CE QUE VEUT DIRE TRANSCENDER UN HANDICAP PHYSIQUE LOURD

## Privée de ses deux bras, Hénia Boudali décroche le sésame pour l'université

■ Native de Sidi Youcef, dans la commune de Maâmoura (Saïda), la jeune Boudali Henia vient de décrocher son baccalauréat avec une moyenne honorable. Rien d'exceptionnel, si ce n'est le fait que la jeune fille souffre d'un handicap physique très lourd, qui aurait pu, sans une grande volonté et une personnalité forte, constituer un obstacle insurmontable pour son parcours scolaire. Amputée de ses membres supérieurs, elle a pris part aux épreuves du baccalauréat dans la filière des sciences expérimentales, en écrivant avec son pied. Au-delà de la difficulté de substituer un membre par un autre, qui, dans l'absolu, n'est pas adapté pour la fonction qui lui est attribuée par défaut, Henia n'a pas eu peur d'affronter le regard des autres, ni de marquer sa différence. En plus de ses proches, camarades et enseignants qui l'ont félicitée et encouragée à aller très loin dans ses études, le chef de l'exécutif de la wilaya de Saïda a pris la peine de lui rendre visite et de lui rendre hommage pour sa persévérance et son courage. Un bel exemple à suivre.







## Le système se déclare meilleur que le colonialisme

Ce samedi à Oran, Ouyahia expliquait aux étudiants de l'UGEA la chance qu'ils ont d'être sous le régime en place plutôt que sous le régime colonial.

Par cette comparaison forcée entre deux systèmes et deux époques si éloignés, le patron du RND et directeur de cabinet de la Présidence tente de réaliser une opération de vente concomitante : l'Indépendance et le système politique. Le kit complet ou le colonat ! Pourquoi ces jeunes ne seraient-ils pas capables de se poser la vraie la question : quelle serait notre situation si, depuis l'Indépendance et le départ des colons, nous avions un autre système démocratique et bâtisseur au lieu du système autoritaire et sans vision qui s'est imposé à nous ? Non, il les enferme là : nous ou le colonialisme. À soixante ans de distance ! Même le colonialisme ne serait plus le même s'il avait subsisté. La question ne se pose pas, s'agissant d'un système injuste en soi et violent en soi, un système inacceptable par principe. La remarque vaut juste parce qu'elle renvoie à ce qui manque tragiquement à nos chefs politiques : le sens de l'évolution et de la projection. Ils sont même fiers d'avoir réussi à maintenir un même système pendant cinquante-six ans ! À quel prix !

*"À l'Indépendance, l'Algérie comptait à peine 500 étudiants, Français pour la majorité. Aujourd'hui, l'Algérie a huit millions d'étudiants et des dizaines d'universités",* enseigne Ouyahia à son auditoire. On ne compare pas un système colonial à un système indépendant. Mais puisque la question est po-

sée, qu'en est-il des conditions d'études d'aujourd'hui ? Aujourd'hui, l'injustice de la ségrégation a été réparée mais au prix d'une démocratisation au rabais de l'enseignement. Et d'une nouvelle ségrégation : la masse des huit millions d'étudiants est entassée dans des espaces réduits, insalubres, qui ne méritent souvent pas l'appellation de campus ; elle souffre d'un déficit chronique en moyens pédagogiques et d'éprouvantes conditions sociales. Tandis que les privilégiés du système, les enfants de la nomenclatura, étudient dans des établissements de prestige à l'étranger, en... France notamment. L'actualité des scandales politico-financiers nous en apprend tous les jours sur l'égalité des chances entre les enfants de l'Algérie.

Les jeunes auraient même pu être "*khemmas*" ou "*hemmal*" (porteur), sans le système salvateur qui veut se confondre avec l'Indépendance. Terrible destin que celui de nos jeunes, même sauvés du khemmassa, système féodal traditionnel maghrébin d'exploitation des paysans sans terre, rappelons-le : un destin de harragas tentant la suicidaire traversée de la Méditerranée dans l'infime espoir de rejoindre l'ex-métropole ?

Mais quand un système, pour s'auto-glorifier, n'a plus que le recours de se comparer à l'ordre colonial... Ouyahia l'a déclaré, à la même occasion : l'Algérie est "*immunisée par son histoire*". Apparemment pas contre tout.

M. H.

musthammouche@yahoo.fr



# Hadjar trace les contours de la prochaine rentrée

**RENTRÉE UNIVERSITAIRE**

## Hadjar trace les contours de la prochaine rentrée

*Le ministre de l'Enseignement supérieur Tahar Hadjar anticipe et prépare d'ores et déjà la rentrée universitaire prochaine. C'est le message clé qui ressort de la rencontre qu'il a eue hier au siège de son département avec les associations estudiantines et les syndicats du secteur.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'inscription administrative des futurs universitaires sera considérablement allégée, a rassuré hier le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, lors d'une rencontre avec la communauté universitaire dont les organisations estudiantines et les syndicats du secteur. Lors de cette rencontre, le premier responsable a passé en revue la situation du secteur, tout en mettant l'accent «sur les préparatifs de la rentrée universitaire 2016 - 2017». A ce propos, il a lancé un appel aux organisations estudiantines, les exhortant à «prendre part», voire «participer à réussir la prochaine rentrée universitaire en apportant aide et assistance aux nouveaux bacheliers à travers des attestations pour assurer leurs inscriptions universitaires». A ce titre, il est important de noter que les inscriptions universitaires débuteront le 19 juillet et s'étaleront sur une dizaine de jours. Pour cette année, le département de l'enseignement supérieur a mis en place une application à même de permettre aux futurs universitaires d'assurer dans «les meilleures conditions leurs inscriptions». Enfin, il est à noter que pour cette année, le choix fixé est de 6 et non 10 comme ce fut le cas les années passées. Sur le plan matériel et infrastructurel, le département de l'enseignement supérieur a indiqué que pas moins de 99.000 nouvelles places pédagogiques et plus de 55.000 lits devraient être réceptionnés lors de la prochaine rentrée universitaire. Ainsi, parmi



les priorités fixées par le programme d'action du secteur à court et moyen termes, dans le cadre de la conférence nationale de l'université, organisée en janvier dernier, on cite notamment le renforcement des capacités de l'université, à travers la bonne gouvernance, en vue de répondre aux différents besoins. «Le programme du secteur vise à promouvoir le système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour le mettre au diapason des normes internationales et d'un enseignement de qualité», a-t-on souligné. Et d'ajouter : «Les efforts déployés ont pour objectifs le soutien et l'exten-

sion du réseau universitaire et la consolidation du cadre pédagogique et scientifique des points de vue qualité et quantité, dans le cadre du plan scientifique définissant la carte universitaire». Le plan englobe des structures pédagogiques, de services et d'autres espaces, notamment des bibliothèques, des centres de recherche, des sources d'information, des laboratoires d'enseignement des langues et des espaces d'accompagnement pédagogique de l'étudiant, outre l'aménagement d'espaces universitaires de rencontre et des clubs d'enseignants et d'étudiants.

**A. B.**



Béjaïa

## Un dimanche de protestation

■ *La wilaya de Béjaïa a vécu, hier, plusieurs mouvements de colère citoyenne. Tichy, Oued-Ghir, Béjaïa et Akbou ont connu des grondements sociaux.*

Par Hocine Cherfa

**A** Akbou, le collectif du mouvement de la société civile est revenu hier à la charge, mais cette fois-ci avec une action très musclée. Il a radicalisé son mouvement par le blocage de la RN 216, près du parc communal au lieu-dit «Patte d'oieau». Des dizaines de citoyens issus des quartiers de la ville et villages de la commune et des animateurs du mouvement associatif de la localité ont coupé très tôt la RN 26 reliant Béjaïa à Alger, soit de 5h du matin à 17h. Ils réclament à nouveau «le déblocage et la dissolution de l'APC, le départ des 23 élus, l'envoi d'une commission pour enquêter sur la gestion catastrophique et malhonnête de l'exécutif depuis 20 ans, la relance du développement communal, notamment les 944 opérations et projets bloqués depuis des années...». Ils ont interpellé à la fois le wali, le ministre de l'Intérieur et le Chef du gouvernement afin de prendre une décision rapide et définitive au sujet de cette APC bloquée depuis des années. «Nous avons décidé de fermer la route comme dernier recours, car nous avons déjà organisé plusieurs marches, fermé maintes fois les sièges de l'APC et de la daïra et rencontré les autorités. Mais hélas, sans succès», dira l'un des protestataires. «Aujourd'hui, nous constatons que les autorités ne se soucient pas du malheur des populations qui assistent impuissantes à la dérive du maire et des élus»,

ajoute-t-il, très en colère, regrettant le fait d'arriver à fermer la route pour se faire entendre. Une fermeture qui a provoqué de très longs bouchons et incommodé les usagers et les vacanciers en ce début de semaine. Des milliers de véhicules étaient bloqués dans les deux sens. Certains ont dû rebrousser chemin. Ce qui n'était pas le cas pour les camionneurs qui étaient contraints de rester sur place. A Tichy, des habitants de la cité Bensaïd ont fermé le siège de la daïra pour revendiquer deux points : «La lutte contre la prostitution qui a terni l'image de la localité et la construction d'un stade pour la cité». Pour leur part, les 1 700 travailleurs exerçant dans les nombreuses résidences universitaires de la wilaya de Béjaïa ont observé une journée de protestation pour exiger le versement des salaires du mois de juin qu'ils devaient percevoir le 30 juin. Ils réclament en même temps «le recrutement d'un comptable» afin de mettre fin à cette situation préjudiciable aux travailleurs et à leurs familles puisque «le comptable des œuvres universitaires de Béjaïa a pris sa retraite le mois dernier», selon un syndicaliste. Devant le siège de la wilaya, deux actions de protestation ont été observées hier. Il y a d'abord les souscripteurs d'un programme de 509 logements qui doivent être réalisés dans la commune de Oued-Ghir qui réclament le lancement des travaux qui enregistrent un énorme retard à cause d'une autorisa-

tion que les services concernés rechignent à délivrer au promoteur immobilier dit Yahiaoui, ce qui leur permettra de demander de crédits bancaires, selon un souscripteur. Lequel dira sur radio Soummam que «le dossier du promoteur est correct et leur rencontre avec le chef de cabinet du wali n'a pas été concluante puisque ce dernier ne nous a pas éclairé sur le retard de la signature du dossier de celui-ci». Pour leur part, les habitants de Takliaât, quartier périphérique de la commune de Béjaïa, ont observé eux aussi un rassemblement devant le siège de la wilaya pour exiger la réhabilitation du réseau routier et de voirie, endommagé par une entreprise, et le lancement des projets inscrits depuis 2014. Dans la municipalité d'Amalou, des habitants du lieu-dit Igher-Ali à Biziou ont fermé hier le siège de l'APC pour exiger l'alimentation de leurs nouvelles habitations en électricité. Ces derniers rappellent avoir rencontré les autorités à ce sujet mais ces dernières n'ont rien fait depuis de très longs mois. Le maire a fait savoir que la wilaya a déblocqué une tranche d'un milliard de centimes depuis deux années pour ce projet qui coûtera, selon un devis établi par la SDE, 1,6 milliard de centimes. «Nous allons réaliser une tranche de ce projet en attendant le reste de l'enveloppe que nous allons réclamer au wali», dira le maire pour rassurer les mécontents. Il relève à l'occasion des problèmes bureaucratiques. **H. C.**

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient

# L'Algérie compte «le plus faible taux» de déperdition scolaire

■ Nul n'ignore que l'échec scolaire dans notre pays est une réalité amère. Nombreux sont les élèves qui quittent les bancs de l'école à un âge précoce tandis que le nombre des élèves qui redoublent est plus important.

Par Meriem Benchaouia

**L**e taux de redoublants, dans tous les paliers, connaît des proportions alarmantes dans certaines wilayas. Les chiffres dénotent le malaise qui couve dans le secteur de l'Éducation et l'inefficacité des réformes mises en œuvre par la tutelle. Malgré les manques enregistrés, l'Algérie fait figure de «bon élève» dans le domaine de la déperdition scolaire. Elle est classée meilleur pays en région d'Afrique du Nord et Moyen-Orient, selon le rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance. «L'Algérie présente le plus faible taux de déperdition scolaire en région d'Afrique du Nord et Moyen-Orient», a indiqué la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrît, lors d'une journée d'étude sur «La déperdition: cursus scolaires et devenir socio-professionnels», soulignant que «le décrochage scolaire est plus important chez les garçons que les filles». Cette journée d'étude a permis également de présenter les résultats d'une étude sur le terrain menée depuis avril 2015 par l'Observatoire national de l'éducation et de la formation. Celle-ci consiste essentiellement en des entrevues et rencontres avec des jeunes jusqu'à 22 ans pour connaître leur parcours, leurs cursus scolaires et les véritables raisons de l'abandon de leurs études. Selon un exposé présenté par le directeur de l'Observatoire national de l'éducation et de la formation, Mustapha Medjahdi, l'étude qui a



concerné trois wilayas, à savoir Alger, Oran et Sidi Bel-Abbès et a été soldée par plusieurs conclusions qui imputent la déperdition scolaire d'abord, au «*conflit relationnel élève-enseignant*», à la mauvaise propagande sur l'école et à l'absence du rôle du conseiller pédagogique, devenu désormais purement «*administratif*» ainsi que la situation sociale de l'élève. D'autre part, M<sup>me</sup> Benghebrît a estimé que les résultats de cette étude venaient compléter ceux de l'étude quantitative réalisée par l'Unicef et présentés en janvier 2016 à Adrar. Entre autres causes à l'origine de l'abandon des études, elle a cité l'*incapacité de maîtriser les conflits de l'élève en milieu scolaire et au sein de sa*

*famille et la non-prise en charge en temps réel des difficultés scolaires, rassurant que le ministère s'employait à relancer le rôle du conseiller pédagogique*». Elle a estimé que l'analyse des erreurs que pouvait commettre l'élève et qui font l'objet d'étude par des pédagogues, cèrera avec précision les principales erreurs et leurs solutions. D'autre part, la ministre de l'Éducation nationale a annoncé que le dossier de la réforme du baccalauréat sera présenté au gouvernement et «*prochainement*» au Conseil des ministres, rappelant les hypothèses examinées depuis 2015 qu'elle a finies d'examiner jeudi dernier avec des experts de l'*enseignement supérieur et de la recherche scientifique*. Un

consensus entre toutes les parties a été dégagé à ce sujet, a-t-elle fait remarquer. Elle a souligné à ce propos, que le débat était «*précis*» entre le partenaire social et le ministère, soulignant que l'application de la réforme du Bac se fera de manière «*progressive*». Par ailleurs, M<sup>me</sup> Benghebrît a qualifié les résultats du Bac 2016 de «*satisfaisants*» en dépit de l'état psychologique qu'avaient connu les élèves après les fuites des sujets durant la première session qui a eu lieu du 29 mai au 2 juin. Elle a rappelé enfin, que les élèves «*ont surmonté cette étape*» et pour preuve les résultats, insistant sur le taux de réussite le plus élevé dans la filière des mathématiques. **M. B.**



Ahmed Ouyahia devant l'UGEA

## «Les étudiants algériens doivent contribuer à la relance des réformes»

**L**e secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a appelé, samedi à Oran, les étudiants algériens à contribuer à la relance des réformes prônées et menées par l'Etat dans divers domaines.

M. Ouyahia a déclaré, dans une allocution à l'occasion de l'ouverture de la 17<sup>e</sup> édition de l'université d'été de l'Union générale des étudiants algériens (Ugea), que les étudiants algériens en tant que future élite du pays sont appelés à relancer les réformes concrétisées par l'Etat dans divers domaines, notamment économique, politique et social.

Le secrétaire général du RND a souligné que l'Algérie a besoin à l'heure actuelle du dynamisme des jeunes dotés de connaissances et de compétences pour contribuer à l'explication de ces réformes et leur nécessité pour relever les défis actuels et futurs de la nation.

Cette contribution «importante» des étudiants, a-t-il estimé, est susceptible de prémunir la société et d'éclairer les lanternes par de vraies idées, notamment devant les manipulations «des commerçants de la politique»

et des aventuriers visant à porter atteinte à la stabilité du pays et à bloquer le parcours des réformes, tout en insistant sur «la nécessité de prendre le dessus sur la démagogie et de briser certains tabous pour le développement de l'économie nationale et la poursuite du financement de la politique sociale».

Dans ce sens, M. Ouyahia a mis en garde contre les dangers qui planent autour de l'Algérie suite aux changements survenus dans le monde sur les plans politique, économique et sécuritaire, exhortant les jeunes notamment à se mobiliser pour protéger les acquis de la stabilité et à œuvrer dans le sens de la valorisation et de la promotion des acquis de la paix et de la sécurité, ainsi qu'à tirer les leçons des événements que connaît le monde musulman.

«Notre attachement à notre histoire, empreinte d'héroïsme, de gloire et de sacrifice, constitue un des facteurs immunitaires pour préserver la société algérienne des aspects négatifs de la mondialisation, qui ne reconnaît pas les Etats et les patries», a souligné le SG du RND, ajoutant que «l'histoire est une source de fierté et une force pour

faire face aux défis et paris de l'avenir».

D'autre part et au sujet de l'université, Ahmed Ouyahia a déclaré que la réforme de l'université en Algérie a des objectifs stratégiques visant son adaptation aux besoins du développement de l'économie nationale.

Au passage, il a soutenu que le système licence-master-doctorat (LMD) est compatible avec les exigences de modernisation de l'enseignement supérieur.

Le SG du RND a également abordé les sacrifices consentis par des étudiants algériens durant la guerre de Libération nationale, la bataille de construction et d'édification du pays et la sensibilisation et contribution à la consolidation de l'unité nationale.

La 17<sup>e</sup> édition de l'université d'été de l'Union générale des étudiants algériens, organisée à Oran jusqu'au 23 juillet courant, aborde un axe principal intitulé «L'impact des réformes universitaires sur le développement et le renforcement du rôle des élites pour son activation», avec la participation des délégations de cette organisation des différentes wilayas du pays.

Radia Y.

**AÏN DEFLA**

## 5000 nouveaux bacheliers attendus à l'université de Khémis Miliana

Quelque 5000 nouveaux bacheliers rallieront l'université Djillali Bou-naâma de Khémis Miliana (Aïn Defla) à la faveur de la rentrée de septembre prochain, a-t-on appris du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cet effectif portera le nombre total des étudiants fréquentant cette université à plus de 22000, a précisé Bezzina Mohammed, faisant état de 19500 étudiants inscrits à l'heure actuelle au sein de ce campus. 610 enseignants auxquels s'ajouteront 56 nouvelles recrues encadreront ces étudiants, a signalé M. Bezzina, relevant que la moyenne d'âge du staff ensei-



gnant oscille entre 30 et 35 ans. Faisant état de 3000 étudiants environ sur le point d'achever leurs études en licence, il a noté que 80 % environ de cet effectif suivra des études en master. La

filiière anglaise sera ouverte pour la première fois à l'université de Khémis Miliana à la faveur de la prochaine rentrée avec possibilité de l'ouverture du master en français, a fait savoir le recteur, faisant toutefois état d'un manque dans les spécialités se rapportant aux mathématiques, l'informatique et le français. Au sujet des locaux, il a en guise de mesure palliative au manque enregistré dans ce domaine fait état de l'ouverture en octobre prochain de l'annexe du CEM M'hamed Raïs, limitrophe à l'université, dont la capacité d'accueil est de plus de 1000 places pédagogiques. S'agissant des pré inscriptions dont le déroulement

aura lieu entre les 19 et le 21 juillet courant, M. Bezzina a invité les nouveaux bacheliers à remplir leurs fiches de vœux au niveau des salles spécialement conçues à cet effet, notant que des professeurs sont prêts à les conseiller et à leur donner toutes les informations relatives à cette étape. L'université de Khémis Miliana s'emploie à encourager la recherche scientifique, a, par ailleurs, soutenu son premier responsable, relevant que la vocation agricole de la wilaya impose le lancement de recherches sur la modernisation de son agriculture et le développement de l'industrie de transformation.



**BORDJ OMAR DRISS**

# **Portes ouvertes au profit des lauréats du bac**

Comme le veut la coutume à chaque année après l'annonce des résultats du bac, la maison d'hôtes de la commune de Bordj Omar Driss abrite, ces jours-ci, des journées portes ouvertes d'orientation au profit des nouveaux bacheliers de la région. Cette action d'orientation, encadrée par des universitaires de l'association étudiante de la ville en collaboration avec le bureau local de l'Association nationale de promotion de la société civile, a pour but essentiel *«de permettre aux futurs étudiants de mieux se renseigner sur les différents domaines de formation et faire de bon choix ainsi que de leur éviter le casse-tête des inscriptions»*, explique Bachir Blal, master 2 en aménagement du territoire de l'université des sciences et des technologies Houari-Boumediene de Bâb Ezzouar. Pour Adnan Malouma, master en urbanisme et gestion de ville, de l'université Mohamed Khider de Biskra, *«Nous ne sommes pas satisfaits des résultats de bac, dont le taux de réussite est de 41,67 %, notamment pour la filière des sciences expérimentales dont les moyennes ne dépasse pas 12, même le manque d'une spécialité de langues étrangères au lycée pénalisent les enfants talentueux de cette région»*. **Bouda Brahim**



## **UNIVERSITE**

Summer School of Entrepreneurship Algeria  
SSEA 2016: Un événement à l'université d'été  
de l'USTHB. Du dimanche 17 au jeudi 21 juillet.  
Expo dessin-photo de 300 artistes, shooting  
photo et impression, ateliers, concours et anima-  
tion musicale, spectacles...



## BÉJAÏA

### La protestation est de retour

■ AREZKI SLIMANI

Tichy , Oued Ghir, Béjaïa, Akbou étaient hier des localités en proie à la protestation populaire qui trouve sa raison d'être dans de nombreuses insuffisances qui minent le quotidien des habitants. A Akbou, le collectif du mouvement de la société civile a bloqué la RN 26 pour réclamer à nouveau «le déblocage et la dissolution de l'APC, le départ des 23 élus, l'envoi d'une commission pour enquêter sur la gestion catastrophique et malhonnête de l'exécutif depuis 20 ans, la relance du développement communal, notamment, les 944 opérations et projets bloqués depuis des années...». «Nous avons décidé de fermer la route comme dernier recours et nous constatons que les autorités ne se soucient pas du malheur des populations qui assistent impuissantes à la dérive du maire et des élus», affirme un des acteurs de la fermeture qui a provoqué de très longs bouchons et incommodé les usagers et les vacanciers en ce début de semaine.

A Tichy, des habitants de la cité Bensaïd ont fermé le siège de la daïra et exigé le renforcement de la lutte «contre la prostitution qui a terni l'image de la localité et la construction d'un stade pour la cité». Les 1 700 travailleurs exerçant dans les résidences universitaires de la wilaya de Béjaïa ont observé une journée de protestation pour exiger le versement des salaires du mois de juin et réclament au même temps «le recrutement d'un comptable» afin de remplacer l'ancien qui a pris sa retraite le mois dernier», selon un syndicaliste.

Devant le siège de la wilaya, les souscripteurs d'un programme de 509 logements devant être réalisés dans la commune de Oued Ghir se sont rassemblés devant la wilaya pour réclamer le lancement des travaux qui enregistrent un énorme retard à cause d'une autorisation que les services concernés refusent de délivrer au promoteur immobilier retenu, ce qui leur permettra de demander des crédits bancaires, selon un souscripteur.

Pour leur part, les habitants de Takliaât, quartier périphérique de la commune de Béjaïa, ont observé eux aussi un rassemblement devant le siège de la wilaya pour exiger la réhabilitation du réseau routier et de la voirie endommagés par une entreprise et le lancement des projets inscrits depuis 2014. Dans la municipalité d'Amalou, des habitants du lieudit Igher Ali à Biziou ont fermé hier le siège de l'APC pour exiger l'alimentation de leurs nouvelles habitations en électricité.

A. S.

Route fermée à Akbou, mairies et daïra assiégées  
à Amalou et Tichy, sit-in à Taklaït

# Un dimanche de fronde à Béjaïa !



Aux quatre coins de la wilaya de Béjaïa, des citoyens, exaspérés par des promesses sans lendemains des pouvoirs publics, ont eu à recourir à des actions de protestation pour se faire entendre.

**A** Akbou, des centaines de citoyens ont bloqué la RN26 à la circulation pour exiger le départ des 23 élus de leur municipalité, accusés d'être les principaux acteurs de la « crise grave que traverse la commune ». À quelques kilomètres de là, ce sont des habitants du village Iguer Ali, relevant de la commune d'Amalou, qui ont mis sous scellés leur siège APC pour réclamer l'électrification de leurs habitations. Selon l'édile d'Amalou, « la municipalité ne peut, avec les moyens dérisoires dont elle dispose, accéder à la demande des manifestants », sollicitant les services de la

wilaya à leur octroyer une enveloppe financière de 600 millions de centimes pour entamer les travaux d'électrification dudit village. Dans la commune de Tichy, à une dizaine de kilomètres à l'Est du chef-lieu de wilaya, des citoyens ont assiégé les sièges de l'APC et de daïra sollicitant l'intervention des services habilités pour mettre le « holà aux pratiques de quelques proxénètes » ayant élu domicile dans leur ville depuis l'entamé de la saison estivale, « Nous ne pouvons sortir en famille dehors en raison des va-et-vient suspects de quelques individus accompagnés de femmes à moitié nues »,

s'indigne un habitant de la cité Benisaïd. Les contestataires réclament aussi la réalisation d'un stade de proximité dans leur commune. Au chef-lieu de wilaya de Béjaïa, des dizaines d'habitants du quartier populaire de Taklaït ont observé un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya pour dénoncer la dégradation de leur cadre de vie. Parallèlement, des acquéreurs des 509 logements à Oued Ghir ont, eux aussi, tenu un sit-in sur les mêmes lieux pour réclamer « la relance du projet » sachant que le dossier du promoteur, selon eux, est correct. « Le promoteur en charge de la construction de nos

logement attend la signature du wali depuis des mois, alors que son dossier est correct. Nous ne savons pas pour quoi ils lui mettent les bâtons dans les roues », se demande-t-on. Devant le siège de la direction des œuvres universitaires (DOU) de Béjaïa, des centaines de travailleurs ont tenu un rassemblement pour réclamer le versement de leurs salaires du mois de juin. Selon les protestataires, quelques 1 700 travailleurs de la direction des œuvres universitaires de Béjaïa n'ont pas perçu leurs salaires de juin suite au départ à la retraite du comptable de cet organisme.

D. S.



**Boghni Zaouia Sidi Ali Ouyahia d'Ath Kouffi**



**La 16e édition de l'université d'été lancée**

Depuis maintenant 16 ans, la Zaouia Sidi Ali Ouyahia de l'aârch n'Ath Kouffi, sur les hauteurs de Boghni, à quelques jets de pierre du majestueux Djurdjura, reçoit, annuellement, exclusivement en été, des étudiants qui viennent de toutes les wilayas du pays pour perfectionner leur apprentissage du Coran.

C'est avant hier que le coup d'envoi de cette seizième édition a été donné par les organisateurs, en l'occurrence M. Saïd Kadi, cheikh de la Zaouia et membre du comité religieux, et M. Abderrahmane Mostefaoui, lui aussi membre dudit comité et coordinateur des Zaouias de la wilaya, en présence de nombreux invités. Parmi ces derniers, il y a M. Saïb Mohand Ouidir, inspecteur au ministère des Affaires religieuses, les docteurs en sciences islamiques M. Tahar Aït Bkijer, M. El Hadi El Hassani et M. Mohamed Belghili, ainsi que M. Mohand Arezki Ferrad, historien. D'autres personnalités venues des quatre coins du pays ont rehaussé de leur présence cette cérémonie, à l'exemple du directeur des affaires religieuses de Skikda ainsi que du représentant de celle des affaires religieuses de Tizi-Ouzou, M. Ali Naili, imam et coordinateur

des imams du Sud de la wilaya. En effet, la parole a été donnée en premier lieu aux organisateurs, qui sont longuement revenus sur les objectifs de ce conclave d'étudiants et d'étudiantes. Pour cette édition, il a été recensé 230 étudiants, toutes spécialités confondues (médecins, chirurgie dentaire, lettres arabes, droit), qui passeront, donc, une vingtaine de jours dans ce haut lieu religieux et historique à apprendre ou à se perfectionner dans l'assimilation du Livre Saint et des sciences islamiques. Ainsi, M. Saïb Mohand Ouidir est revenu sur le rôle joué par les zaouias dans la transmission d'un islam tolérant loin de tout fanatisme. Après avoir félicité les membres de la Zaouia, qui ont pensé à ouvrir cette dernière aux femmes, il dira que les anciens ont commis l'erreur de ne pas l'avoir fait (ouvrir les zaouias aux femmes) dès leur création. M.

**M. Saïb Mohand Ouidir, cadre au ministère des Affaires religieuses, est revenu sur le rôle joué par les zaouias dans la transmission d'un islam tolérant loin de tout fanatisme.**

Mohand Arezki Ferrad, pour sa part, a développé le côté historique de l'existence des Zaouias en Kabylie car, a-t-il souligné, leur nombre est plus important

qu'ailleurs à travers le pays. D'ailleurs, a-t-on entendu durant toutes les interventions, ces lieux de culte ont été la Mecque pour tous ceux qui voulaient suivre la voie de Dieu et apprendre le Coran. D'autres personnes sont montées sur le podium pour soit remercier les organisateurs soit porter un témoignage. Le directeur des affaires religieuses de Skikda était émerveillé de ce que font les dirigeants de la Zaouia et il dira que s'il est venu de cette wilaya lointaine, c'était justement pour avoir une idée sur le fonctionnement de ce temple afin de le prendre comme exemple. Quant à cette dame venue de Kherata, elle annoncera que durant son séjour, elle fera tout pour clôturer les 60 hizbs du Coran. « Bien que je sois illettrée, mais grâce à ma volonté et bien sûr à Dieu, j'ai appris 45 hizbs et je m'efforcerai d'apprendre les quinze autres res-

tants. Ainsi, à mon retour dans mon village, j'aiderai les vieilles à apprendre le Coran à leur tour. C'est mon seul souhait », déclarera-t-elle devant l'assistance. L'autre sur prise est l'apparition de Naïma Madjer, sœur de Rabah Madjer, l'ex coquille du journal télévisé de 20 heures de l'ENTV, venue, elle aussi, apprendre le Coran. Elle dira qu'elle était vraiment surprise de trouver une école comme celle-ci en plein cœur du Djurdjura qu'elle comparera à l'un des lieux saints de l'Islam. En fait, il y a eu de nombreuses interventions aussi intéressantes qu'émotionnelles faisant les éloges de cette Zaouia. Au passage, il faudra aussi souligner l'attention accordée par le comité de village qui délègue chaque nuit des vigiles qui veilleront à la sécurité des étudiantes. Celles-ci sont venues de plusieurs wilayas du pays, à savoir Ghardaïa, Skikda, Sétif, Alger, ... Cette université d'été a été lancée en 2001. Durant les quinze ans de son existence, pas moins de 1 000 étudiants ont appris tout le livre saint, dont pas moins de 300 étudiantes. Concernant la session spéciale étudiantes, elle a été lancée en 2005 car, il fallait mettre en place tout un dispositif pour leur séjour en régime internat, notamment leur sécurité, et la première édition a eu en 2007 avec la présence de 13 d'entre elles, et depuis, leur nombre ne fait qu'augmenter en passant de ce nombre jusqu'à 230 pour la session d'aujourd'hui. Notons que cette Zaouia ne cesse de prendre des extensions lorsqu'on sait que depuis sa reconstruction après l'indépendance du pays, elle est devenue un centre de rayonnement religieux.

Amar Ouramdane

## **Formation dans le domaine des TIC 10 étudiants algériens en Chine**

**M. Aziza**

**D**ix étudiants algériens ont été sélectionnés pour participer à la deuxième session de formation dans le domaine des TIC en Chine. Cette formation de pointe destinée à former 10 jeunes étudiants algériens est organisée par Huawei Algérie pour la deuxième année consécutive, en partenariat avec l'Institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication d'Alger et l'Institut national des télécommunications et de technologie de l'information et de la communication d'Oran.

Les étudiants qui ont bénéficié du programme «Algerian Seeds for the Future » sont âgés entre 18 et 25 ans sélectionnés par les deux instituts nationaux. Une sélection faite par ordre de mérite, selon les organisateurs de cette formation. Elle a pour objectif d'initier les étudiants aux nouvelles technologies de pointe dans le domaine des TIC. En effet, les étudiants seront exposés durant cette formation à des méthodes innovantes. Ils auront aussi l'opportunité d'apprendre davantage sur la riche contribution du géant chinois dans le domaine des TIC durant la

visite du siège social de Huawei à Shenzhen. Les étudiants auront également l'occasion d'assister à des cours de langue chinoise (mandarin) dans une université réputée de Pékin au début de leur séjour et bénéficieront d'une journée porte ouverte sur la culture chinoise. Un certificat de fin de formation sera remis aux étudiants dans une cérémonie de clôture qui se tiendra le 29 juillet prochain.

Leader mondial en équipements télécoms, Huawei est présent en Algérie depuis plus de 10 ans et compte bien à travers cette formation et d'autres initiatives renforcer sa coopération avec les institutions nationales et les différents acteurs du secteur des technologies de l'information et de la communication.

A signaler que Huawei occupe aujourd'hui la 3<sup>e</sup> place avec environ 18% de parts de marché en Algérie. Huawei ne compte pas s'arrêter à ce niveau, et ce, avec le lancement de nouveaux produits à travers le monde, mais aussi en Algérie. A noter que les deux derniers produits du Huawei P9 | P9 Plus dotés de double caméra ont été précommandés en Algérie, avant leur lancement officiel sur le marché algérien.